

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

De la société RAYNAL ET ROQUELAURE PROVENCE
pour l'exploitation de son établissement situé sur le territoire
de la commune de Camaret-sur-Aigues

Le préfet de Vaucluse
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V, et notamment son article L. 171-8.

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Vu le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME.

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2020 donnant délégation de signature à M. Christian Guyard, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, chargé de l'intérim des fonctions du sous-préfet d'Apt.

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2010-06-04-0040-PREF en date du 4 juin 2010 modifié, autorisant la société Raynal et Roquelaure à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication et de conditionnement de produits alimentaires appertisés sur le territoire de la commune de Camaret-sur-Aigues.

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 juin 2020 proposant à Monsieur le préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société RAYNAL ET ROQUELAURE PROVENCE, et transmis à l'exploitant par courriel en date du 16 juin 2020, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement.

Vu les observations de l'exploitant en date du 30 juin 2020 à la transmission du rapport susvisé.

Considérant que l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°SI2010-06-04-0040-PREF du 4 juin 2010 impose à la société Raynal et Roquelaure que :

- Les eaux de refroidissement sont, lorsque cela est possible, en circuit fermé ;
- L'exploitant est tenu de limiter le volume d'eau rejeté à 420 m³/j ;
- Il doit fournir un plan d'action permettant d'atteindre cet objectif avant le 31 décembre 2010.
- Les travaux nécessaires à la mise en conformité de ses installations devront être réalisés avant le 31 décembre 2012.

Considérant que l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriel en date du 01 juin 2018 le bilan de consommation en eau et le plan d'action.

Considérant que les travaux prévus dans le plan d'action n'ont pas été engagés.

Considérant que le volume d'eaux de refroidissement maximal fixé à 420 m³/j (valeur applicable depuis le 1^{er} janvier 2013) n'est pas respecté, alors que les mesures techniques pour permettre de respecter cette disposition étaient identifiées.

Considérant de ce fait que les prescriptions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2010-06-04-0040-PREF en date du 4 juin 2010 modifié ne sont pas respectées.

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RAYNAL ET ROQUELAURE PROVENCE, de respecter les prescriptions de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2010-06-04-0040-PREF en date du 4 juin 2010 modifié, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse.

ARRÊTÉ

Article 1^{er} :

La société RAYNAL ET ROQUELAURE PROVENCE située chemin vieux de Piolenc à Camaret-sur-Aigues, est mise en demeure, pour son établissement situé à la même adresse, de respecter avant le 31 août 2021, les prescriptions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°SI2010-06-04-0040-PREF en date du 4 juin 2010 modifié, pour ce qui concerne le rejet d'eaux de refroidissement ne devant pas dépasser 420 m³/j.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite, dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES CEDEX 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.
-

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site Internet : « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois susmentionné. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : mesures de publicité

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, chargé de l'intérim des fonctions du sous-préfet d'Apt, le sous-préfet de Carpentras, le maire de Camaret-sur-Aigues, le directeur départemental de la protection des populations, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée aux exploitants.

Pour le préfet,
le secrétaire général,


Christian GUYARD

12 AOÛT 2020

